

Fenner

ments. Nous devons aussi nous rendre compte clairement que, lorsque nous préconisons une amélioration du calorifugeage des locaux, nous augmentons ces coûts. Néanmoins, en une période de pénurie d'énergie, il faut reconnaître que c'est là le genre de mesure que nous devons prendre pour conserver l'énergie que nous possédons. Je suis particulièrement satisfaite de constater que ces derniers jours, par les mesures qu'il a prises pour conserver l'énergie, le gouvernement du Royaume-Uni a édicté de nouveaux règlements concernant le calorifugeage des nouveaux locaux à usage d'habitation. Nous savons, bien entendu, qu'il ne suffit pas de fixer des normes de calorifugeage pour les nouveaux locaux. Nous devons aussi nous préoccuper du calorifugeage des maisons existantes qui sont insuffisamment isolées. J'estime que, si la Commission pouvait selon les termes du rapport, lancer une campagne dans toute la Communauté pour informer les ménages que, par ce simple moyen qui consiste à calorifuger leur maison, ils apporteraient tous ensemble leur propre contribution à la conservation de l'énergie dans la Communauté et à la protection de leur propre environnement, ce serait un grand progrès. Ainsi, nous félicitons encore M. Noè au nom de mon groupe pour la façon magistrale dont il a présenté ce rapport. Je lui donne notre plein appui aux recommandations qui y sont contenues.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (1) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je tiens, moi aussi, à féliciter M. Noè pour le travail qu'il a accompli et surtout pour l'aperçu qu'il nous a donné ce soir.

On pourrait, dans un certain sens, juger superflu le débat de ce soir, puisque, au cours de sa dernière session, consacrée aux problèmes de l'environnement, qui s'est tenue le mois dernier à Bruxelles, le Conseil de ministres a déjà approuvé la recommandation formulée dans la proposition de résolution. Je dois dire qu'à ma très grande satisfaction la recommandation a été adoptée en tous points, sans la moindre réserve ; les Ministres ont même déclaré qu'il était indispensable que nous poursuivions notre action de protection de l'environnement, et ont exprimé l'espoir que les difficultés que nous rencontrons actuellement ne retarderont pas notre entreprise.

J'irai même plus loin ; je pensais à ce projet de résolution il y a quelques mois, quand surgirent les premières difficultés dans le domaine de l'énergie. J'invitai alors les services de la Commission à étudier la question plus avant, afin de nous éviter d'être impliqués dans la polémique qui venait de s'engager — et qui heureusement prit fin immédiatement — sur

l'opportunité, devant la menace d'une période de crise et de difficultés, de suspendre ou de freiner toute initiative dans le domaine de l'environnement, de nature à compromettre encore davantage, par la suite, la situation économique.

Il est bien évident qu'il n'a pas été possible d'inclure dans cette résolution tous les problèmes énergétiques et écologiques, et cela pour un ensemble de raisons qui, je pense, ne vous échappent pas, Messieurs les membres du Parlement.

C'est depuis à peine plus d'un an que notre programme en matière d'environnement est élaboré ; au cours de cette année, nous avons déjà adopté nombre de directives, et je dois avouer que la décision du Conseil de ministres du mois dernier m'a donné grande satisfaction. En matière d'environnement, nous avons présenté 21 projets de directive ou de règlement, et j'estime que ce chiffre n'est pas négligeable si l'on considère le temps extrêmement limité dont nous avons disposé, sans oublier la pénurie de personnel dont nous souffrons. Nous reviendrons dans quelques instants sur ce sujet à propos de la question orale de M. Jahn.

La Commission est, en outre — sur mon initiative — restée constamment en relation avec le Parlement européen, afin de faire le bilan des travaux accomplis et d'examiner de concert les orientations et les réalisations à venir.

Il me semble également que le Parlement européen partage mes inquiétudes et que — si ma mémoire est bonne — c'est le Parlement lui-même qui m'a invité à tenir compte de la nécessité d'arrêter des priorités dans certains secteurs et donc à ne pas étendre, outre mesure, le champ d'action du programme de protection de l'environnement. Il me semble également me rappeler que la protection des eaux était l'une des questions auxquelles le Parlement attachait une importance considérable ; nous venons justement d'adopter une première directive sur les eaux potables ; cette directive représente déjà un premier pas vers une législation européenne en la matière.

Si nous avons ressenti la nécessité de limiter notre programme d'action, ce n'est donc pas que nous ayons renoncé à la protection de l'environnement ; nous y avons été poussés par les circonstances extérieures. Ce débat — ainsi que je l'ai déjà dit — pourrait sembler superflu dans la mesure où le Conseil de ministres a adopté la résolution ; toutefois, il n'est pas vain en lui-même, puisque le Parlement a exprimé des opinions que nous partageons et, chose plus importante, a formulé des propositions relatives, par exemple, à la récupération de la chaleur résiduelle, à l'isolation thermique des bâtiments et habitations, aux installations de chauffage et aux moyens permettant de réduire la consommation d'énergie et, simultanément, de limiter la pollution atmosphérique, propositions que nous comptons

Scarascia Mugnozza

prendre en considération au moment de la présentation du second programme d'action valable pour 1976-1977.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces questions, étant donné que j'ai moi-même demandé — ce dont le président de la commission de la santé publique et de l'environnement peut témoigner — que soit constitué, en vue de la mise au point de ce programme, un groupe de travail composé de membres du Parlement, de membres de la Commission, de fonctionnaires de son service compétent ainsi que d'experts indépendants, afin de donner à ce programme une assise valable pour les deux années en question.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?

Je remercie M. Scarascia Mugnozza.

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

16. *Question orale avec débat :*
Programme d'action des Communautés
en matière d'environnement

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale avec débat n° 0-58/74, que MM. Jahn, Springorum, Noè, Vandewiele et van der Gun ont adressée à la Commission des Communautés européennes.

Voici la teneur de la question :

« Objet : Réalisation du programme d'action des Communautés européennes en matière d'environnement, du 22 novembre 1973

1. La Commission peut-elle indiquer quelles sont parmi les actions prévues dans le programme d'action en matière d'environnement
 - a) celles qui ont été présentées par la Commission dans les délais,
 - b) celles qui ont été adoptées par le Conseil dans les délais,
 - c) celles qui n'ont pas été présentées par la Commission dans les délais fixés,
 - d) celles qui n'ont pas été adoptées par le Conseil dans les délais fixés ?
2. Dans la mesure où il n'a pas été possible d'examiner les documents dans les délais, quel sera le retard probable dans les différents cas ?
3. Pour quels motifs ces retards sont-ils intervenus dans la réalisation du programme ?
4. Dans quelle mesure ces retards sont-ils dus à une pénurie de personnel ou de moyens financiers ?

5. Quels seront, de l'avis de la Commission, les effets préjudiciables des réductions de crédits opérées par le Conseil aux postes du budget général de l'exercice 1975 relatifs à la protection de l'environnement (doc. 288/74) ?

6. La Commission est-elle consciente du fait que tout retard apporté à la réalisation du programme d'action en matière d'environnement implique une stagnation, et du fait que tout retard apporté à la suppression des causes de dégradation de l'environnement rend celle-ci beaucoup plus onéreuse ?

7. Quelles mesures concrètes la Commission compte-t-elle prendre et quelles propositions peut-elle présenter pour assurer que, à l'avenir, le programme d'action en matière d'environnement sera normalement exécuté, et dans les délais fixés ?

La parole est à M. Jahn, pour développer la question.

M. Jahn. — (D) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, comme nous avons déjà pu le constater, en Europe, les journées sont longues et les nuits sont courtes. Je regrette que ce soit à une heure du matin seulement que nous ouvrons le présent débat.

Pour motiver notre question orale sur la réalisation du programme d'action des Communautés européennes en matière d'environnement du 22 novembre 1973, je voudrais vous soumettre quelques observations critiques, qui portent principalement sur le retard que la Commission a pris dans l'exécution de ce programme. En notre qualité d'institution parlementaire de contrôle, il nous appartient entre autres de nous assurer que ce programme communautaire, expressément soutenu par le Parlement européen, est réalisé correctement et dans les délais prévus. C'est au cours de ce contrôle que nous avons été obligés de constater que toute une série de propositions de la Commission n'avaient pas été présentées dans les délais prévus dans le programme, ou qu'elles n'avaient plus guère de chances de l'être encore. Cette dernière remarque vise toutes les propositions que la Commission est tenue de soumettre avant le 31 décembre 1974.

Permettez-moi d'illustrer ce retard par quelques exemples qui ne prétendent pas à l'exhaustivité.

D'après le programme d'action en matière d'environnement, pages 26 à 28, la Commission devait soumettre avant le 31 mars 1974 des propositions concrètes pour la protection des eaux du Rhin. Elle ne l'a pas encore fait. Dans sa résolution de novembre 1970 sur la lutte contre la pollution des eaux fluviales et notamment des eaux du Rhin, adoptée sur la base d'un rapport de M. Boersma, le Parlement européen avait déjà invité la Commission des Communautés européennes à « présenter au plus tôt, en exécution de la mission qui lui incombe en vertu des traités européens et en tenant compte des découvertes scientifiques les plus récentes, toutes propositions utiles d'harmonisation des mesures de lutte contre la pollution du Rhin » et « à présenter en

(*) JO n° C 5 du 8 janvier 1975.